



**INCENDIES URBAINS,
NOYADES ET FEUX
DE FORÊTS**

**LES SOLDATS DE
FEU FACE À UN
ÉTÉ «TORRIDE»**

p.4

RÉUNION DES BRICS

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PLAIDE POUR UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL



© Photo : D.R

Dans son allocution par visioconférence lors d'une réunion de haut niveau des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et des autres économies émergentes sur le développement mondial, le Président Abdelmadjid Tebboune a remis à l'ordre du jour la revendication impérative de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial où règneront parité et équité entre pays. Lire en page 2

KHALDI, LE DG DES DOUANES A PRIS PART AUX 139 ET 140^{ÈME} SESSIONS DU CONSEIL DE L'OMD

«Le maintien de la dynamique commerciale», au menu ! p.3



**MORT DE SHIREEN
ABU AKLEH**

**L'ONU conclut que
la journaliste a été
tuée par un tir de
l'armée israélienne**

p.5

**UN CODE DE L'INVESTISSEMENT INCITATIF POUR BOOSTER
L'INVESTISSEMENT TOURISTIQUE**



**Numérisation
du secteur,
encore un effort
en plus !**

p.3

VARIOLE DU SINGE

1^{re} réunion du comité d'urgence de l'OMS

Le comité d'urgence de l'OMS sur la variole du singe s'est réuni jeudi dernier pour la première fois pour décider si la flambée des cas constitue une urgence internationale mais aussi pour faire des recommandations notamment en matière de vaccination. La réunion devrait démarrer en milieu de journée, mais les conclusions des experts ne devraient pas être connues avant vendredi au moins. Une recrudescence inhabituelle des cas de variole du singe a été détectée depuis mai en dehors des pays d'Afrique centrale et de l'Ouest où le virus circule d'ordinaire. La région européenne est au centre de la propagation du virus.

ONM

Canicule annoncée sur des wilayas de l'Est du pays

La canicule caractérisera, aujourd'hui et demain, plusieurs wilayas de l'Est du pays avec des températures atteignant les 46 degrés, annonce samedi, un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM). Les wilayas de Guelma, Mila et Constantine connaîtront ainsi des températures oscillant entre 43 et 46 degrés, alors que celles-ci seront de 41 à 43 degrés à El Tarf, Annaba et Skikda, précise le BMS, placé en vigilance « orange ».

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Lamamra accueillie à Oran Nasser Kamel

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu samedi à Oran le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM), Nasser Kamel, en visite en Algérie pour assister à la cérémonie d'ouverture officielle des Jeux méditerranéens qui se dérouleront dans cette ville.

Réunion des BRICS

Le Président Tebboune plaide pour un nouvel ordre économique mondial

Dans son allocution par visioconférence lors d'une réunion de haut niveau des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et des autres économies émergentes sur le développement mondial, le Président Abdelmadjid Tebboune a remis à l'ordre du jour la revendication impérieuse de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial où régneront parité et équité entre pays.

Il a rappelé que c'était la thèse avancée par l'Algérie il y a près de 50 ans, en référence à l'action du défunt Président Houari Boumediène qui avait présenté sa vision du nouveau système économique mondial au cours d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU en 1974. Il s'agissait d'une reformulation des relations entre les pays du Nord et les pays du Sud. L'Algérie avait alors pris ainsi le leadership incontesté du tiers-monde. Notre pays est resté attaché aux mêmes principes, auxquels il ne déroge pas, comme le prouve son soutien constant apporté aux mouvements des peuples pour leur indépendance, «même si le prix à payer est élevé», ont eu à le reconnaître des responsables algériens. Aujourd'hui, «l'Algérie, qui célèbre cette année le 60^e anniversaire du recouvrement de son indépendance et de sa souveraineté nationales, confirme la poursuite de sa lutte pour faire primer ces principes importants et atteindre ses nobles objectifs vers l'instauration d'un nouvel ordre mondial incluant notre sécurité collective partant de la stabilité et de la prospérité de tout un chacun», a souligné le Président Tebboune. Evoquant les efforts visant à rétablir la sécurité et la stabilité dans le monde, il explique qu'il «est certain aujourd'hui que le sous-développement économique dont souffrent plusieurs pays émergents n'est pas seulement une question interne, mais tire plutôt ses racines d'un déséquilibre flagrant des structures des relations économiques internationales et de l'hégémonie qu'exerce un groupe de pays», a-t-il dit. Et d'ajouter : «La rupture de ce cercle vicieux passe par l'esprit, les principes et les objectifs des résolutions impor-



■ Tebboune : «Notre pays est resté attaché aux mêmes principes, auxquels il ne déroge pas, comme le prouve son soutien constant apporté aux mouvements des peuples pour leur indépendance». (Photo: D.R)

tantes adoptées par la communauté internationale lors de l'Assemblée générale des Nations unies, en tête desquelles la résolution n° 3201 portant Déclaration sur l'établissement d'un nouvel ordre économique interna-

tional qui repose sur l'équité et l'égalité dans la souveraineté, ainsi que sur les intérêts mutuels et intégrés et la coopération entre tous les pays». «Aucun d'entre nous n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous»,

c'est la phrase que nous avons tous répétée afin d'utiliser nos expériences individuelles et collectives dans la lutte contre les différents défis de l'heure, dont les épidémies, les changements climatiques, le stress hydrique, la crise alimentaire et des menaces sécuritaires renouvelées. Par conséquent, nous sommes appelés aujourd'hui à cristalliser son contenu pour réaliser nos objectifs communs en matière de sécurité et de prospérité, à la faveur de la solidarité et de l'harmonie», a poursuivi le Président Tebboune. «Les tensions et les soubresauts qui secouent les relations internationales aujourd'hui nous interpellent tous, non seulement au vu du volume de la gouvernance mondiale, et des défis de l'heure qui se posent aux efforts visant à instaurer la paix, mettre fin aux conflits et impulser la roue du développement, mais aussi pour les dangers de la polarisation qui augurent d'un changement des rapports de force sur la scène internationale et présagent les contours du nouvel ordre mondial», a estimé le président de la République. Pour le Président Tebboune, «nos expériences passées nous ont clairement montré que le déséquilibre enregistré sur la scène internationale et la marginalisation des pays émergents au sein des différentes instances mondiales de gouvernance, constituaient une source d'instabilité, de manque d'équité et d'absence de développement». Auparavant, le Président Tebboune a félicité le président de la République populaire de Chine, pays ami qui assure la présidence des pays BRICS, et a salué son choix judicieux des thèmes inscrits à l'ordre du jour de cette ré-

Tourisme

La transition numérique concrétisée

La transition numérique de l'administration publique, c'est-à-dire la création de portails gouvernementaux permettant un accès plus rapide aux services publics fournis par les différentes administrations, inscrite dans le Plan d'action du Gouvernement (PAG), a fait un grand pas en avant avec le lancement officiel ce vendredi du portail électronique «circuits touristiques en Algérie». C'est ce qu'a affirmé le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à l'occasion de la réception de la Stratégie de promotion de la destination "Algérie", réalisée en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et du lancement du portail «Circuits touristiques en Algérie».

Le lancement de ce portail s'inscrit dans le cadre de «la concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune concernant la modernisation de l'administration publique et la production de contenus numériques nationaux de haute performance dans le cadre de la transition numérique de l'administration publique», des engagements qui ont été pris par le Gouvernement dans son Plan d'action approuvé devant le Parlement en septembre 2021, dans son volet relatif au développement de l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la gestion des différentes activités, dont «la création de circuits touristiques thématiques et le développement d'une plate-forme numérique pour le service public dans le domaine du tourisme», a-t-il ajouté. Le Premier ministre a saisi cette occasion pour présenter ses remerciements à l'OMT, notamment à son Secrétaire général, Zurab Pololikashvili qui lui a remis personnellement les résultats de l'action commune entreprise par l'OMT avec l'Algérie, à savoir «la Stratégie de promotion de la destination "Algérie"» et le projet «Guide de l'investissement touristique en Algérie».

Ce travail «traduit la forte volonté des deux parties de hisser cette coopération à de plus larges perspectives et atteindre d'autres réalisations auxquelles nous aspirons ensemble», a souligné le Premier ministre. Quant au portail «Circuits Touristiques en Algérie», c'est «un produit touristique qui facilite la tâche aux touristes dans le choix de la destination et le circuit qui leur convient aussi bien en termes d'intérêts, qu'ils soient culturels, archéologiques, naturels ou religieux qu'en termes de moyens financiers ou logistiques. Il constitue, donc, une fenêtre ouverte pour le touriste où qu'il se trouve et lui permet de tracer son circuit selon ses moyens, ce qui est à même de développer le tourisme intérieur qui diffère d'un secteur à un autre et varie d'une région à une autre», a indiqué Aïmene Benabderrahmane.

L. A.

REPÈRE

Ecole nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa

Sortie aujourd'hui de deux promotions des officiers et agents de la rééducation

Une cérémonie de sortie de deux promotions des officiers et agents de la rééducation sera célébrée, aujourd'hui, à l'école nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa, indique un communiqué du ministère de la Justice. Ces deux promotions comprennent «437 stagiaires dont 100 officiers de rééducation et 337 agents de rééducation, qui ont suivi une formation de 12 mois en alternance entre les études théoriques et les activités pratiques pour les deux grades», précise le communiqué. Selon la même source, les programmes de formation sont «adaptés aux exigences de la réforme pénitentiaire, axés sur la modernisation de la gestion administrative et financière des établissements pénitentiaires et la promotion des activités éducatives, sanitaires et psychologiques des détenus». L'objectif visé par ces programmes est «la création de conditions favorables à la réinsertion sociale selon les normes internationales de protection et des respect des droits de l'Homme», souligne le ministère. Les lauréats seront affectés aux établissements pénitentiaires «conformément à la nouvelle politique pénitentiaire de réinsertion sociale des détenus et de la consécration de valeurs de citoyenneté et de respect des lois», ajoute-t-on.

union que nous jugeons importante, voire très importante en cette conjoncture». Dans le même sens, récemment, à l'occasion de la visite de travail et d'amitié du Président vénézuélien, Nicolas Maduro, le Président Tebboune a réaffirmé la position de l'Algérie aux côtés des causes justes dans le monde et des droits des peuples à la liberté et au développement, «loin des résidus hérités de l'ère de la tyrannie, de l'exploitation et de l'injustice».

Lakhdar A.

Un Code de l'investissement incitatif pour booster l'investissement touristique

Numérisation du secteur, encore un effort en plus !

Trois semaines après avoir participé à Djeddah (Royaume d'Arabie Saoudite), aux travaux de la 116^e session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a reçu à Alger, jeudi dernier, le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili avec lequel il a examiné «les voies et moyens de renforcer et d'intensifier la coopération bilatérale dans le domaine touristique», évoquant une nouvelle fois «les réformes engagées par l'Algérie pour faciliter l'accès des investisseurs étrangers au marché algérien prometteur».

La digitalisation du secteur touristique algérien est aussi indispensable pour répondre aux besoins des touristes de plus en plus exigeants. Il a mis l'accent, selon le communiqué du ministère, sur «la nécessité d'intensifier la coopération avec l'OMT et l'impératif de renforcer l'investissement dans le domaine du tourisme, tel que souligné par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et stipulé dans la nouvelle loi sur l'investissement qui vise à encourager l'esprit d'initiative chez les investisseurs nationaux et étrangers».

Pour renforcer la coopération et la coordination entre les pays membres de l'OMT, M. Hamadi avait plaidé lors de la session du Conseil exécutif de l'Organisation tenue à Djeddah, «l'importance de libérer toutes les initiatives et

propositions susceptibles de développer et de promouvoir le secteur touristique, à travers la révision des mesures et procédures juridiques en vigueur, en accordant toutes les facilités nécessaires pour s'adapter au développement constant enregistré dans le secteur du tourisme et à ses nouveautés».

La numérisation du secteur et sa modernisation devient une urgence pour rivaliser avec les autres pays. La conclusion de partenariats entre différents investisseurs publics, privés ou étrangers dans le domaine touristique est un levier financier important et indispensable pour accélérer la relance du secteur. Le système incitatif introduit dans la nouvelle loi sur l'Investissement devrait faciliter l'accès des investisseurs aux crédits bancaires ainsi qu'au foncier pour construire leur projet.

Loin des terres agricoles. «La loi sur l'Investissement consacre les principes de la liberté d'investissement, de la transparence et d'égalité en matière de traitement des projets à même d'attirer les opportunités et promouvoir les investissements étrangers directs», a déclaré le premier responsable du secteur lors d'une



Il est nécessaire, selon M. Hamadi, de «mener une analyse minutieuse sur les atouts touristiques et de déterminer les marchés ciblés». (Photo : D.R)

rencontre consacrée, avant-hier, au lancement du portail électronique de promotion de la destination touristique Algérie, présidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

Certes, le renforcement des infrastructures touristiques et la formation du personnel est nécessaire, mais son adaptation aux nouvelles technologies est aussi impératif pour rester compétitif.

Les touristes sont de plus en plus exigeants en matière de sécurité, mais surtout de confort. Même les agences de voyages doivent s'adapter aux changements et accélérer leur transformation digitale pour optimiser leurs services et offres. D'où l'importance du soutien des start-ups.

Il est nécessaire, selon M. Hamadi, de «mener une analyse minutieuse sur les atouts touristiques et de déterminer les marchés ciblés, les offres touristiques proposées et les programmes de commercialisation touristique, faisant état de la mise en place d'un guide au profit des investisseurs dans le secteur du tourisme afin de faire

des propositions pour améliorer la destination touristique algérienne».

De son côté, le SG de l'OMT, Zurab Pololikashvili, a salué les efforts entrepris par l'Algérie pour reconstruire son tourisme, un secteur essentiel pour diversifier son économie, estimant que «la nouvelle loi sur l'investissement, qui donnera une forte impulsion au domaine de l'investissement en Algérie». Il a mis l'accent sur «la nécessité d'accompagner les start-ups dans ce domaine et d'oeuvrer à la promotion d'une destination touristique par excellence à travers une bonne prise en charge de toutes les potentialités du tourisme en Algérie», affirmant à l'occasion «la disponibilité de son organisation à intensifier la coopération avec l'Algérie afin de donner une forte impulsion au tourisme, appelant à encourager l'investissement dans le domaine du tourisme pour redynamiser le secteur afin qu'il contribue au développement et à la création d'emplois», selon le communiqué du ministère.

Samira Takharboucht

Khaldi, Dg des Douanes, a pris part aux 139 et 140^{ème} sessions du Conseil de l'OMD

«Le maintien de la dynamique commerciale», au menu !

Les 139^e et 140^e sessions du Conseil de l'Organisation mondiale des douanes, organisées à Bruxelles (Belgique), ces trois derniers jours, soit du 23 au 25 juin en cours, ont été consacrées au débat sur les moyens «d'enrichir et de booster la dynamique commerciale fluide des marchandises et des voyageurs ainsi que les mécanismes d'un contrôle efficace», a précisé un communiqué de la Direction générale des Douanes algériennes. Le Directeur général des Douanes algériennes, Noureddine Khaldi a assisté à cette réunion qui s'est, également, penchée sur «l'examen de plusieurs axes techniques relatifs aux affaires et aux techniques douanières inhérentes au traitement douanier des marchandises et des voyageurs dans tous leurs aspects», selon la même source.

Pour renforcer et améliorer les prestations et services douaniers sur le terrain, les autorités algériennes encouragent la modernisation de cette administration pour plus de transparence, d'efficacité et de traçabilité. Lutter contre l'évasion fiscale, la

surfacturation, la sous-facturation et la fraude financière. Il a été prévu dans ce cadre en 2019 la conception et l'installation d'un système informatique de gestion des risques», et ce, «en application des dispositions de l'article 43 de la loi de Finances 2019». Ce système est mis en place en «coopération avec la police des frontières et à la création d'une unité de données relative aux voyageurs dans le but de faciliter leur circulation».

L'Algérie mise sur sa nouvelle politique de relance économique sur le développement et le renforcement de la coopération économique et commerciale régionale. Le projet de loi sur les Zones franches commerciales a été adopté il y a quelques jours par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). Ce projet vise également «à définir les règles générales applicables aux zones franches afin de renforcer l'investissement et la production, stimuler et diversifier l'économie nationale, et partant, favoriser les exportations et réduire la facture des importations, mais aussi à résoudre le problème de la lutte

contre la contrebande à travers le développement du commerce extérieur par la création de zones franches avec les pays africains voisins», selon le ministre du Commerce et de la promotion des marchandises.

Le rôle des Douanes dans la promotion et le développement du commerce extérieur, notamment, transfrontalier est aussi essentiel. Elles offrent une assistance et un accompagnement efficace aux opérateurs économiques et leur facilitent l'exercice de leurs activités d'importation et d'exportation. Les moyens d'amélioration des techniques de traitement douanier des marchandises et des voyageurs ont été discutés lors de cette rencontre. Le 24 juin passé, au deuxième jour de la tenue de ce Conseil, l'OMD a publié sur son web officiel, consacré aux «discussions et les initiatives en cours qui visent à «verdir» le commerce ainsi que sur le rôle de la douane pour soutenir cette ambition», lit-on sur ce site. La coopération entre les différents pays dans ce domaine a été mise en avant dans ce dossier.

Samira Tk

ENTREPRISE DU PORT

Conteneurs

Hausse de 18% des conteneurs à l'export durant le 1^{er} trimestre 2022

Le nombre de conteneurs pleins à l'export au Port d'Alger a enregistré une hausse «remarquable» de 18% lors du premier trimestre de l'année en cours comparativement à la même période de l'exercice précédent, selon les données publiées dans le dernier numéro de la revue de l'Entreprise du Port d'Alger (Epal). Cette augmentation dénote, selon la même source, la «rigueur dans l'application des mesures de facilitation mises en place en faveur des exportateurs».

Une hausse du taux de conteneurisation a été, également, relevée au cours des trois premiers mois de 2022, passant à 90%, contre 87% durant le 1^{er} trimestre de 2021.

Autre indicateur positif, les rendements portuaires de l'Epal, de janvier à mars 2022, avec une «baisse» de la durée d'attente moyenne des navires en rade, par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 1,28 jour en 2021 à 0,87 jour en 2022.

Idem pour le séjour moyen à quai des navires traités par l'Epal qui a reculé de 3,91 jours au 1^{er} trimestre 2021 à 3,71 jours à la même période de l'année en cours.

Pour sa part, le tonnage de la jauge brute des navires opérant en entrée a gagné 2,1%, passant de 4,1 millions de tonnes au 1^{er} trimestre 2021 à 4,2 millions de tonnes au 1^{er} trimestre 2022, soit un objectif réalisé à 98% sachant, que l'Epal prévoyait 4,3 millions de tonnes durant cette période de l'année en cours.

Quant au trafic passagers «prévu pour cette même période de 2022 à 70.000 passagers et 31.000 auto-passagers, il a été réalisé respectivement à 89,91% pour une réalisation de 62.939 passagers et 90,36% pour 28.011 auto-passagers, précise la revue de l'Epal.

Toutefois, la publication de l'Epal a souligné que la crise sanitaire mondiale marquée par la pandémie du Covid-19 continue d'impacter le contexte économique actuel, engendrant une baisse de -15% du mouvement de la navigation et du trafic marchandises durant le 1^{er} trimestre 2022, comparativement avec la même période de l'année écoulée. En effet, 329 navires, dont 293 opérants ont accosté au port d'Alger entre janvier et fin mars 2022, soit 86% de l'objectif fixé.

Aussi, l'objectif fixé pour le trafic global marchandises à 2,3 millions de tonnes pour le 1^{er} trimestre 2022, a été réalisé à hauteur de 84%, pour atteindre 19 millions de tonnes, marquant un recul de -17,92% en comparaison avec la réalisation de la même période de l'année 2021. Cette baisse est induite essentiellement par «le décroissement du trafic des produits agricoles, conteneurs et des hydrocarbures», explique l'Epal. S'agissant du trafic conteneurs traités par l'Epal, un nombre de 61.220 équivalent vingt pieds (EVP) a été réceptionné durant le 1^{er} trimestre 2022 pour une prévision de 76.500 EVP, avec un objectif atteint à 80%. Ce type de trafic a accusé une diminution de -24% comparé à la même période de l'année 2021, «à cause de la crise sanitaire et la restriction des importations au niveau national», justifie l'entreprise portuaire.

Agence

BRÈVE

Président Tebboune :

«Sonatrach est l'un des puissants leviers de la souveraineté nationale»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, jeudi dernier à Oran, que Sonatrach était «l'un des puissants leviers de la souveraineté nationale». En marge de la pose de la première pierre du projet de réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer à Cap Blanc, dans la commune d'Aïn El Kerma, dans le cadre de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran, le Président Tebboune a salué le rôle joué par Sonatrach qui est, a-t-il dit, «l'un des puissants leviers de la souveraineté nationale de l'Algérie». Sonatrach est «le bouclier qui protège l'Algérie après ses forces armées, les militaires et les citoyens», a affirmé le président de la République.

A cette occasion, le Président Tebboune a adressé ses sincères remerciements à tous les travailleurs de Sonatrach pour leurs efforts et leur patriotisme, soulignant que l'histoire retiendra que cette société nationale a permis à l'Algérie de «faire entendre sa voix haut et fort et garder la tête haute dans une conjoncture très sensible». Après avoir suivi un exposé sur les réalisations les plus importantes du groupe Sonatrach depuis 2020, le Président Tebboune a insisté sur la révision de l'investissement en matière de production de gazole, soulignant que la tendance mondiale se dirige vers la réduction de l'utilisation de ce type d'énergie.

Agence

Incendies urbains, noyades et feux de forêts

Les soldats de feu face à un été «torride»

Sur mer, terre ou air, les secouristes relevant de la Direction générale de la Protection civile (DGPC) sont présents partout. Sauver la vie des personnes, combattre les feux de forêts et urbains, sauvegarder la biodiversité du pays et protéger l'économie nationale, telles sont les nobles missions destinées aux unités d'intervention et de sauvetage de la Protection civile. Un métier dur et à hauts risques à la fois, un devoir national, un acte humanitaire et patriotique aussi. La détermination des soldats de feu est à son comble.

Chaque jour qui passe, les sapeurs-pompiers relevant de la Direction générale de la Protection civile (DGPC) sont confrontés à de multiples formes de dangers et risques, notamment à des incendies qui ravagent les récoltes, maquis et forêts par hectares, d'autres qui ruinent des habitations, commerces ou usines, tandis que d'autres soldats de feu mettent les bouchées doubles pour faire face aux multiples cas de noyade en mer, lacs et barrages d'eau sans oublier d'autres sapeurs-pompiers qui font face au « terrorisme » routier en pleine saison estivale. Des interventions, par milliers, sont recensées chaque jour sur le territoire national et où les éléments de la Protection civile font preuve de beaucoup de sacrifice.

En pleine saison estivale qui vient de débuter il y a moins d'une semaine, la Protection civile est déjà confrontée à un été « torride », où les risques de catastrophes naturelles ou autres actes criminels deviennent plus intensifs. Incendies urbains, feux de forêts, noyades en mer, lacs, barrages d'eau et oueds, la Protection civile fait face à une saison estivale où les risques sont plus nombreux.

La période de l'été 2022 s'annonce très rude pour les sapeurs-pompiers mais la détermination des sentinelles de la Protection civile est plus forte. Dans les autres périodes saisonnières, le nombre des interventions quotidiennes effectuées par les Unités de la Protection civile tourne autour des 2.500 opérations, cependant ce nombre est beaucoup plus considérable dans les périodes estivales, il dépasse les 5.200 interventions par jour, sans compter les pertes de vie qui deviennent plus élevées.

Les incendies urbains ou dans les zones rurales deviennent plus nombreux lors de chaque saison estivale, et pour cette année la DGPC a déjà recensé la destruction de près de 300 hectares à travers 60 foyers de feu, tandis que le plus important foyer a été recensé dans la wilaya de Skikda où deux personnes sont mortes. Il s'agit d'un premier bilan de l'été en cours constaté jusqu'à présent par la DGPC, la lutte contre les incendies de forêts s'annonce déjà difficile pour cette année.

En juin 2017, l'Algérie était confrontée à une vague de chaleur sans précédent qui avait dépassé, lors de cette période, les 42 degrés, des températures anormales qui avaient coûté la vie à plus d'une centaine d'Algériens, notamment des personnes âgées, un nombre de décès qui aurait été beaucoup plus dramatique si ce n'est l'intervention énergétique des secouristes de la Protection civile.

Puis, en été 2021, les feux de forêts ont coûté la vie à une centaine de personnes lors des incendies provoqués par des criminels dans les wilayas de Tizi Ouzou,



■ Durant chaque été, les éléments de la Protection civile font une moyenne de 3.500 interventions quotidiennes pour procéder à l'extinction des incendies urbains, forestiers, industriels et autres déclarés. (Photo : DR)

Béjaïa et Bouira, un bilan qui aurait été plus lourd si ce n'est l'intervention énergétique et titanique des secouristes de la Protection civile. Durant chaque été, les éléments de la Protection civile font une moyenne de 3.500 interventions quotidiennes pour procéder à l'extinction des incendies urbains, forestiers, industriels et autres déclarés. Plusieurs centaines d'hectares de blé et d'orge, de forêts, de maquis, ainsi que des récoltes avaient été ravagés par les flammes, tandis que des milliers d'arbres fruitiers avaient été entièrement abimés par les feux.

En moyenne, quelques 30 incendies de forêts, une vingtaine feu de maquis et une dizaine d'incendies de récoltes sont signalés, chaque jour, au niveau de la DGPC.

« GORGEX 2018 » et « Seimex 2018 », la DGPC s'y prépare

Consciente des changements climatiques qui se produisent sur la planète et qui peuvent provoquer d'importantes catastrophes naturels et engendrer des dégâts considérables au pays, la Direction générale de la Protection civile s'y prépare depuis des années à travers l'intensification des manœuvres opérationnelles, l'accélération de la formation des éléments secouristes, l'acquisition des moyens et matériels modernes et l'élargissement de la coopération internationale.

Quatre grands et importants volets auxquels la DGPC travaille dur comme fer pour arriver à les traduire en réalité. Ainsi, de grands manœuvres avaient été organisés en Algérie, des exercices simulant des séismes, feux de forêts et inondations. Après la grande manœuvre internationale « Seimex 2018 » organisée en avril 2018 simulant un grand séisme frappant l'Algérie, la Protection civile avait lancé en décembre 2018 un autre exercice important « Gorgex 2018 » sur les feux de forêts, avec la participation des secouristes français et espagnols.

L'évaluation de la capacité des unités d'intervention et leur préparation contre des catastrophes majeures faisaient parties des objectifs de ces grandes manœuvres. C'est à l'Ecole nationale de la Protection civile de Bordj El-Bahri qu'un exercice international appelé « Gorgex 2018 » sur les feux de forêts, avait été lancé par la DGPC avec la participation des secouristes français et espagnols.

La zone choisie par la DGPC avait été portée sur le Centre du pays, là où le taux des feux de forêts et urbains sont les plus élevés.

Aussi, l'objectif général de ces exercices

est d'évaluer la réponse capacitaire logistique et opérationnelle de chaque wilaya du pays mais, également, d'évaluer la coopération inter-wilaya et la coordination interservices dans le cas de survenance d'une catastrophe naturelle. De véritables tests pour constater le niveau du mécanisme de renfort inter-wilaya au cas d'une catastrophe naturelle.

Les incendies urbains ou dans les zones rurales deviennent plus nombreux lors de chaque saison estivale, et pour cette année la DGPC a déjà recensé la destruction de près de 300 hectares à travers 60 foyers de feu, tandis que le plus important foyer a été recensé dans la wilaya de Skikda où deux personnes sont mortes.

Pour ce qui est des manœuvres internationales avec des homologues étrangers, la DGPC vise à évaluer la coordination interservices (mobilisation, partage d'information et compte-rendu) entre les différentes équipes de la Protection civile. Grâce aux manœuvres tels que « Gorgex 2018 » ou encore « Simex 2018 », la DGPC avait eu l'occasion de tester et démontrer à la fois la complémentarité de la réalité vraie (terrain), de la réalité virtuelle (simulateur) et de la réalité augmentée (salles de crise) qui sera produite par ses unités d'intervention dans de nombreuses wilayas du pays. Aussi, ces exercices ont permis à la DGPC de développer ses connaissances dans le domaine de la gestion des crises des feux de forêts et séismes, en impliquant d'autres services concernés tels que les collectivités locales, les institutions de sécurité et bien d'autres services.

Mieux encore, ces manœuvres de simulation ont permis à la DGPC de mettre en place les premiers supports cartographiques 3D modélisés des 200 km² du territoire national, dont la livraison et l'installation des cartographiques ont été réalisées le 9 décembre 2018, par la société

CRISIS simulation engineering. La réalisation de ces nouvelles cartographiques (cartes géographiques et géologiques du territoire national) permettra, désormais, à la DGPC de mieux contrôler les zones à hauts risques des feux de forêts et ce, en temps réel.

Le grand et long combat contre la Covid-19

Dès que les premiers cas de la pandémie du Covid-19 ont fait leur apparition en mars 2020 en Algérie, la Protection civile a rapidement déclenché un plan spécial à travers lequel des dizaines de milliers de secouristes relevant des Unités d'intervention et de grands moyens avaient été mobilisés.

Un travail titanique et beaucoup de sacrifices auxquels la DGPC avait livré durant toute une période de deux ans. Des dizaines de milliers d'opérations de désinfections des lieux, structures, rues, boulevards, institutions, établissements scolaires, universités et places publiques touchés par la Covid-19, avaient été menées par la DGPC dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

En moyenne, plus de 4.600 sapeurs-pompiers, tous grades confondus, avaient été déployés sur l'ensemble du territoire national pour de grandes opérations de désinfections à caractère préventif. Dotés d'équipements et matériels d'intervention adéquats, composés essentiellement de 802 ambulances et 667 engins d'incendies, les milliers de soldats de feu de la Protection civile avaient mené, chaque mois pendant la grande traversée de la pandémie, 1.500 opérations de désinfection générale sur plusieurs installations et structures publiques et privées, en particulier, les unités de la Protection civile, les établissements hospitaliers, les maisons de vieillards, les pouponnières, bureaux de poste, les places publiques, les rues et d'autres lieux, afin de limiter la propagation de la pandémie.

Et pour consolider la lutte contre la pandémie du Covid-19, la DGPC avait également effectué, chaque mois, une moyenne de 900 opérations d'information et de sensibilisation au profit des citoyens portant sur les mesures sanitaires pour contrer la propagation de la pandémie du Covid-19.

Ces efforts titaniques conjugués par la Protection civile avaient permis à faire diminuer la propagation de la pandémie mortelle du Covid-19.

Sofiane Abi

INFO EXPRESS

Covid-19

L'immunité collective et la vaccination à l'origine de la stabilité des contaminations

Le chef de service du laboratoire d'analyses médicales à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Rouiba (Alger est), Pr. Kamal Djenouhat a affirmé, avant hier, que la stabilité des cas de contaminations au Covid-19 en Algérie était due à l'immunité collective et au taux de vaccination. S'exprimant en marge du 10ème séminaire de la Société algérienne d'immunologie tenu à Alger, le spécialiste a précisé qu'«en dépit de la non disparition définitive du coronavirus, une stabilité dans le nombre des contaminations a été enregistrée en Algérie grâce à l'immunité collective et à un certain taux de vaccination», appelant à «maintenir les mesures préventives». «L'immunité collective enregistrée auprès des enfants est due aux mesures prises par les pouvoirs publics à savoir notamment la fermeture prématurée des écoles avant la propagation de la Covid-19, et ce sur la base d'études menées par plusieurs services de pédiatrie et laboratoires d'analyses médicales en immunologie», a-t-il dit. Concernant la troisième dose de vaccin ou plus, Pr. Djenouhat a indiqué que «certains pays recommandent une quatrième dose, voire une cinquième, mais rien n'a été tranché sur ce sujet», soulignant que «la poursuite de la vaccination au-delà de trois doses peut causer un déficit immunitaire de l'individu». Concernant les autres symptômes causés par le covid-19, Pr. Djenouhat a souligné qu'ils variaient selon l'immunité de chaque personne, insistant sur l'impérative prise en charge des cas d'atteinte et des effets pouvant être causés notamment au niveau cardiovasculaire. Pr. Djenouhat, également président de la Société algérienne d'immunologie, a plaidé pour la création d'une direction spécifique aux laboratoires médicaux au ministère de la Santé chargée de cette spécialité, et ce, dans le souci d'«insuffler une nouvelle dynamique à ces laboratoires et d'améliorer leur performance selon les normes internationales». ■

Mort de Shireen Abu Akleh

L'ONU conclut que la journaliste a été tuée par un tir de l'armée israélienne



Un reporter de la qualité de Shireen Abu Akleh a assez d'expérience, qui est celle aussi d'une Palestinienne habitué aux tirs les plus sauvages de l'armée d'occupation, pour ne pas se mettre volontairement sous le feu. Si elle est tombée c'est qu'un barbare a décidé, en lui ôtant la vie, de commettre un crime de guerre, attentat terroriste dont il se moque puisqu'il sait qu'il sera impuni.

« Toutes les informations que nous avons recueillies (...) corroborent le fait que les tirs provenaient des forces de sécurité

israéliennes », a dit une porte-parole. Des enquêtes de la justice palestinienne et de médias étaient arrivées à la même conclusion. La journaliste palestino-américaine Shireen Abu Akleh a été tuée le 11 mai par un tir des forces de défense israéliennes, a conclu le Haut-Commissariat de l'Organisation des Nations unies (ONU) aux droits de l'homme, a annoncé, vendredi 24 juin, une porte-parole, Ravina Shamdasani. « Toutes les informations que nous avons recueillies – y compris de l'armée israélienne et du procureur général palestinien – corroborent le fait que

les tirs qui ont tué Mme Abu Akleh et blessé son collègue Ali Sammoudi provenaient des forces de sécurité israéliennes et non de tirs indiscriminés de Palestiniens armés, comme l'affirmaient initialement les autorités israéliennes », a déclaré Mme Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève. « Nous n'avons trouvé aucune information suggérant qu'il y ait eu une quelconque activité de Palestiniens armés à proximité des journalistes », a-t-elle insisté, estimant qu'il était « profondément troublant que les autorités israéliennes n'aient pas ouvert d'enquête judiciaire ». ■

Aïd El-Adha

Une stabilisation des prix du bétail dans les jours à venir

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a indiqué jeudi dernier à Alger que les prix du bétail étaient abordables dans les régions abritant cette activité par rapport aux grandes villes, relevant que les prix devraient se stabiliser dans les jours à venir. Dans une déclaration à la presse en marge d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par le vice-président de la chambre basse, Ali Targago, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Henni a expli-

qué que «les prix du bétail varient en fonction des charges et des coûts d'activité». Il a précisé, dans ce cadre, que les «prix du bétail étaient abordables dans les régions d'élevage par rapport aux grandes villes où le bétail se vend dans des points de vente, ce qui explique la flambée des prix». A ce propos, le ministre a mis en avant l'impératif de «trouver une solution radicale aux points de vente anarchiques gérés par des personnes sans expérience», relevant que l'élevage du bétail doit revenir à des spécialistes qui veillent à assurer une

nourriture à base d'orge en vue de garantir une bonne qualité de viande et éviter ainsi le phénomène de putréfaction enregistrée les années précédentes en raison du changement soudain de la nourriture des moutons. «Nous avons coordonné avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et les autorités locales des wilayas pour l'organisation de marché de la Rahma où toutes les conditions adéquates sont assurées», a-t-il fait savoir, appelant les citoyens à éviter les points de vente anarchiques. ■

Audience

Le Premier ministre reçoit le Secrétaire général de l'OMT

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a reçu, vendredi au Centre international des conférences «CIC» (Alger), le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, M. Zurab Pololikashvili qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. Les entretiens ont porté sur «la coopération bilatérale aux fins de développer et promouvoir le tourisme en Algérie, conformément aux objectifs tracés dans le Plan d'action du gouvernement

en exécution du programme du président de la République», note le communiqué. M. Pololikashvili a passé en revue «les différents résultats de la coopération avec l'Algérie et ses perspectives pour la prochaine période et a remis au Premier ministre une série importante de documents d'orientation principalement liés à la stratégie de promotion de la destination «Algérie». Ces documents d'orientation ont été élaborés en coordination avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat en vue de

«réaliser un bond qualitatif dans le secteur du tourisme à travers la commercialisation de la destination 'Algérie et en drainant les investissements touristiques», ajoute la même source. La rencontre a permis aux deux parties d'évoquer «les perspectives prometteuses de la coopération bilatérale et de définir une feuille de route commune que les deux parties oeuvreront à concrétiser, au cours de la prochaine période, dans plusieurs domaines ayant trait au secteur du tourisme». ■

INFO EXPRESS

Saison estivale

488 plages autorisées à la baignade cette année

La ministre de l'Environnement, Samia Moualfi, a annoncé jeudi passé à Alger que 488 plages étaient autorisées à la baignade cette saison estivale à travers les différentes wilayas du pays, dont 62 plages dans la capitale, précisant que son département veillera régulièrement à leur propreté en associant la société civile.

Dans une allocution lors d'une réunion d'évaluation des préparatifs et des activités liées à la saison estivale avec les directeurs de l'environnement des 14 wilayas côtières, Mme Moualfi a souligné la nécessité d'intensifier les activités de terrain, notamment la sensibilisation, la formation et l'orientation, aux côtés des associations et clubs de protection de l'environnement pour un environnement et des plages propres, d'autant que l'Algérie, a-t-elle dit, accueillera la semaine prochaine à Oran la 19e édition des Jeux méditerranéens.

«Il est de notre devoir de donner la meilleure image de notre pays», a-t-elle affirmé, ajoutant que son département veillera à assurer la réussite de cette saison estivale et à offrir les meilleures conditions de séjour aux visiteurs et touristes qui ont choisi la destination Algérie.

Après avoir affirmé que l'eau des plages autorisées à la baignade avait été analysée, la ministre a annoncé une campagne d'étude et d'évaluation de la qualité et de la salubrité des aires marines du littoral algérien. Outre les plages, d'autres lieux exceptionnels de villégiature seront mis en valeur cet été (montagnes, lacs, rivières, etc.), a-t-elle ajouté. Pour rappel, le littoral algérien s'étend sur 1.622 km partagé en 14 wilaya de Oued Kis à Tlemcen (Ouest) à Oued Souani Sbaa à El-Taref (Est), soit 618 plages.

A ce propos, Mme Moualfi a indiqué qu'en dépit des efforts consentis par le secteur, l'écosystème était encore menacé par des activités humaines, c'est pourquoi le secteur œuvre à unifier ses efforts avec ceux des autres usagers de la mer à l'instar des touristes, des pêcheurs, des clubs nautiques et des associations dans l'objectif de préserver cet environnement, à la fois, riche et fragile. ■

Forum économique en territoires occupés

La participation d'entreprises espagnoles dénoncée

L'Association pour le contrôle des ressources naturelles et la protection de l'environnement au Sahara occidental, a dénoncé la participation d'entreprises espagnoles à un forum économique les 21 et 22 juin, organisé par l'occupant marocain dans la ville occupée de Dakhla, et leur implication dans le pillage des richesses du peuple sahraoui.



Selon l'agence de presse sahraouie (SPS), l'association a affirmé, vendredi, que la participation des entreprises espagnoles au forum est un «mépris flagrant des décisions de la Cour européenne de justice», appelant ces entreprises à se soumettre à ces arrêts et à respecter le droit international concernant la souveraineté du peuple sahraoui sur ses territoires et ses richesses. L'Association a réitéré son appel aux Nations unies, à l'Union européenne (UE) et à l'Union africaine (UA) pour qu'elles assument leurs responsabilités juridiques et morales envers le peuple sahraoui.

L'association souligne que le pillage des richesses du peuple sahraoui, en plus d'être l'un des nombreux crimes de l'occupation, constitue une entrave aux efforts des Nations unies pour la décolonisation du Sahara occidental, et les entreprises impliquées doivent assumer leur responsabilité vis-à-vis de cette situation. La représentation du Front Polisario en Espagne avait

dénoncé les tentatives de manipulation que le régime marocain mène avec des entreprises et des hommes d'affaires espagnols dans les territoires occupés du Sahara occidental.

La représentation du Front Polisario en Espagne a dénoncé mercredi les tentatives de manipulation que le Maroc entend mener avec des entreprises et hommes d'affaires espagnols dans le territoire occupé du Sahara Occidental.

Suite à l'organisation par le Maroc d'un soi-disant événement dans la ville occupée de Dakhla les 21 et 22 juin pour augmenter les investissements dans les zones sahraouies occupées, le délégué du Front Polisario pour l'Espagne, Abdallah Arabi, a, dans un communiqué, condamné «catégoriquement» cette manœuvre d'hommes d'affaires marocains et espagnols.

En effet, des hommes d'affaires et des personnalités

bien connues du lobby marocain en Espagne se sont mobilisés pour blanchir l'occupation militaire du territoire sahraoui et participent à ces événements, sous prétexte d'un forum économique.

«Le Maroc a lamentablement échoué», a indiqué la délégation sahraouie en Espagne, soulignant que ce forum «par sa simple existence, contrevient au droit international et à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), car toute activité qui se déroule dans le territoire occupé du Sahara Occidental doit avoir le consentement du peuple sahraoui, à travers son unique et légitime représentant, le Front Polisario».

Pour le Front Polisario, «cet événement suppose une manœuvre de plus pour légitimer une occupation militaire que subit le peuple sahraoui depuis près d'un demi-siècle». Un événement qui ne peut occulter «la discrimination à

l'égard de la population sahraouie, les disparitions forcées, l'emprisonnement de prisonniers politiques, la répression la plus brutale et les tortures exercées par les forces d'occupation marocaines», a poursuivi la délégation. La représentation du Front Polisario en Espagne insiste dans son communiqué sur le fait que le revirement de Madrid dans le dossier sahraoui, «loin d'aider à résoudre le conflit, a encouragé le Maroc à poursuivre sa dangereuse aventure expansionniste avec les risques graves d'instabilité régionale et ses conséquences évidentes pour l'Espagne». Le Sahara Occidental est un territoire non autonome, en attente de décolonisation, comme le rappellent les résolutions de l'ONU. Un territoire distinct et séparé du Maroc, selon, entre autres, la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne.

Palestine

Plusieurs cas d'asphyxie lors de heurts avec l'occupation à Jénine

Plusieurs citoyens palestiniens ont été étouffés tôt ce matin, par l'inhalation du gaz lacrymogène tiré par l'armée de l'occupation, lors de heurts au sud de la ville de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée, selon des sources locales palestiniennes. Les mêmes sources ont révélé que les forces de l'occupation ont installé un barrage militaire sur la route entre la ville de Jénine et Naplouse, ce qui a provoqué des affrontements entre les soldats israéliens et les jeunes palestiniens, notant que l'occupation a tiré des balles réelles, des bombes assourdissantes et du gaz lacrymogène, causant plusieurs cas d'asphyxie parmi les citoyens.

Il convient de mentionner également que les forces de l'occupation ont intensifié leurs mesures militaires dans les villages voisins de Jénine, installant des barrages militaires. ■

Espagne

2.000 migrants marocains tentent de franchir la frontière, 18 morts



Dix-huit migrants sont morts ce lundi alors qu'ils tentaient de pénétrer dans l'enclave espagnole de Melilla, sur la côte nord du Maroc, et alors que des heurts avaient éclaté avec les gardes-frontières, ont annoncé les autorités marocaines.

Près de 2 000 migrants ont tenté de s'introduire sur le territoire espagnol en prenant d'assaut une clôture. Des heurts ont alors éclaté avec les forces de sécurité, ont annoncé les autorités marocaines et espagnoles, ajoutant qu'une centaine de personnes avaient

réussi à entrer dans l'enclave. Environ 140 membres des forces de sécurité marocaines ont été blessés, dont cinq grièvement. Au moins 76 migrants ont également été blessés, selon le ministère marocain de l'Intérieur. Les autorités espagnoles ont indiqué que 57 migrants et 49 officiers de police espagnols avaient été blessés. De nombreux migrants en provenance du continent africain tentent de rejoindre l'Europe via Melilla et Ceuta, une seconde enclave espagnole sur la côte septentrionale du Maroc. ■

Sahara occidental

Nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbès

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements des forces de l'occupant marocain dans le secteur de Mahbès, a indiqué le ministère sahraoui de la Défense dans son communiqué n° 567.

Selon la même source rapportée, vendredi, par l'Agence de presse sahraouie SPS, «des unités de l'Armée sahraouie ont ciblé avec des bombardements intenses les positions des forces marocaines dans les régions de Akkad Arkan et Sebkh Tnouched dans le secteur

de Mahbès». Jeudi, des détachements avancés de l'APLS avaient concentré leurs attaques contre les forces de l'occupant marocain dans les secteurs de Mahbes et Farsia et dans les régions de Oudiyet Echadida, Ros Lakssibine, Rous Sebti, Akrra El Fersik, Chayd-

hamia et Oudi Oum Rokba. Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces de l'occupation marocaines qui «ont subi de lourdes pertes humaines et matérielles» le long du mur de la honte, conclut le communiqué.

contribution

Projet gazoduc Nigeria-Europe

Enjeux géostratégiques et énergétiques



Pr des universités, expert international
Dr Abderrahmane Mebtoul

La faisabilité du projet du gazoduc Nigeria- Europe, doit tenir compte des nouvelles mutations gazières mondiales pour évaluer sa rentabilité car les lettres d'intention ne sont pas des contrats définitifs. Comme le démontre une importante étude de l'IRIS du 19 août 2021, le gazoduc reliant le Nigeria à l'Europe, principal client qui doit se prononcer également sur ce projet, est l'objet d'enjeux géostratégiques importants pour la région. D'où l'importance, en ces moments de tensions budgétaires, d'avoir une vision économique réaliste.

L'idée d'un gazoduc reliant le Nigeria à l'Algérie a germé dans les années 1980 le 03 juillet 2009 a été signé un protocole d'accord pour la réalisation de ce projet avec l'Algérie. En juillet 2016, à l'occasion du 27e sommet ordinaire de l'Union africaine le Nigeria réaffirme sa volonté d'engager le lancement du gazoduc trans-saharien, prévus d'être détenu à 90 % par Sonatrach et la NNPC, et à 10 % par la Compagnie nationale du pétrole du Niger. Le 22 septembre 2021, le ministre du Pétrole de la République du Nigeria, Timipre Sylva, a annoncé que son pays allait entamer la construction d'un gazoduc pour transporter le gaz nigérian vers l'Algérie. Le 18 février 2022, une feuille de route est enfin approuvée par les représentants du Niger, de l'Algérie et du Nigeria. Suite à l'approbation des décisions de la précédente réunion tenue à Niamey, au Niger, le 16 février 2022 qui avait défini une feuille de route pour réaliser ce chantier, le 21 juin 2022, une réunion tripartite Algérie-Niger-Nigeria s'est tenue dans la capitale du Nigeria, regroupant les ministres en charge de l'Énergie des trois pays s'inscrivant dans le cadre de la reprise des discussions au sujet du projet du Gazoduc Trans-saharien (TSGP) où les ministres ont examiné l'état d'avancement des décisions prises lors de la précédente réunion et les prochaines étapes devant aboutir à la réalisation du projet, selon le même communiqué officiel qui ont convenu d'actualiser l'étude de la faisabilité de ce projet. Cependant il faut signaler l'ambiguïté du Nigeria vis à vis de ce projet. Selon plusieurs agences internationales en

date du 2 mai 2022, le ministre nigérian du Pétrole a déclaré officiellement que le Nigeria et le Maroc sont à la recherche de fonds pour financer le méga projet de gazoduc visant à acheminer le gaz nigérian à l'Afrique du Nord et à l'Europe qui prévoit de se libérer à terme du gaz russe dont la part est à plus de 40%, alors que selon le ministre algérien de l'Énergie, propos repris par l'APS, le 17 février 2022, ce projet transite par l'Algérie. Le Nigeria qui a également signé plusieurs protocoles d'accord avec le Maroc, doit avoir une position claire et choisir soit l'Algérie, soit le Maroc.

Le projet du gazoduc Nigeria Algérie, selon une étude de l'Union européenne, en termes de rentabilité économique est plus rentable que celui du gazoduc passant par le Maroc, 5660 km, un coût estimé à environ 20 milliards de dollar pour une durée de réalisation entre 4/5 ans alors que celui du Maroc durera entre 8/10 ans pour un coût approchant les 28/30 milliards de dollars. Ce projet passe par plusieurs pays instables longeant la côte Ouest Africaine, traversant ainsi 14 pays : Nigeria, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, les trois Guinée, la Gambie, le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc. En plus, pour la réalisation de ce projet, il faut l'accord de la France pour traverser les Pyrénées. Par contre, la longueur du gazoduc trans-saharien Nigeria Algérie, est de 4 128 kilomètres avec une capacité annuelle de trente milliards de mètres cubes, partant de Warri au Nigeria et devant aboutir Hassi R'Mel en passant par le Niger, et du fait des tensions avec l'Espagne, devant être raccorder à l'Italie et la France pour parvenir à l'Europe. Cependant le choix définitif du tracé peut répondre à d'autres objectifs qu'économiques, rentrant dans le cadre de la géostratégie et le choix définitif reviendra à l'Europe principal client. C'est que le secteur de l'Énergie au Nigeria est marqué par le poids dominant de l'industrie pétrolière et gazière, procurant 75 % des recettes du budget national et 95 % des revenus d'exportation et les réserves prouvées de gaz naturel sont estimées à 5.300 milliards de mètres cubes gazeux. Les réserves de pétrole sont évaluées selon la déclaration du ministre algérien de l'Énergie début 2020 à 10 milliards de barils et entre 2200 et 2500 milliards de mètres cubes gazeux pour le gaz traditionnel. La production est passée de plus de 1,5 millions de barils/j entre 2007/2008 à environ 950.000 barils, 1 million /j les exportations se situant à environ à 500.000 barils/j et pour le gaz les exportations étaient de 65 milliards de mètres cubes gazeux à seulement 43 milliards de mètres cubes gazeux en 2021, du fait du désinvestissement, de la faiblesse de l'investissement direct étranger, et de la forte consommation intérieure : près de 40/50% de la production pour le pétrole et le gaz entre 2019/2021 et devant s'accélérer entre 2022/2030, lais-



sant peu pour les exportations, dossier liée la politique des subventions dossier très sensible (voir étude réalisée sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul assisté des cadres de Sonatrach et du bureau d'études américain Ernst & Young, pour une nouvelle politique de subventions des carburants 8 volumes MEM Alger 2008). Rappelons qu'actuellement, les exportations de l'Algérie se font grâce au GNL qui permet une souplesse dans les approvisionnements des marchés régionaux pour 33% et par canalisation pour 67%. L'Algérie possède trois canalisations. Le TRANSMED, la plus grande canalisation d'un looping GO3 qui permet d'augmenter la capacité de 7 milliards de mètres cubes auxquels s'ajouteront aux 26,5 pour les GO1/GO2 permet une capacité de 33,5 milliards de mètres cubes gazeux. Il est d'une longueur de 550 km sur le territoire algérien et 370 km sur le territoire tunisien, vers l'Italie. Nous avons le MEDGAZ directement vers l'Espagne à partir de Beni Saf au départ d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux qui après extension en février 2022, la capacité a été portée à 10,5 milliards de mètres cubes gazeux. Nous avons le GME via le Maroc dont l'Algérie a décidé d'abandonner, dont le contrat s'étant achevé le 31 octobre 2021, d'une longueur de 1300 km, 520 km de tronçon marocain, la capacité initiale étant de 8,5 milliards de mètres cubes ayant été porté en 2005 à 13,5 de milliards de mètres cubes gazeux, le contrat ayant expiré le 31 octobre 2021 et n'ayant pas été renouvelé. Aussi le projet du gazoduc Nigeria Algérie est stratégique pour l'Algérie, selon différents rapports du ministère de l'Énergie afin de pouvoir honorer ses engagements internationaux en matière d'exportation de gaz. Et ce afin d'assurer les équilibres financiers avec la forte consommation intérieure où horizon 2030 la consommation intérieure risque de dépasser les exportations actuelles expliquant la décision récente du président de la République du 21 novembre 2021 d'axer sur les énergies renouvelables pour subvenir à la consommation intérieure (extra-

polation de 40% pour la consommation intérieure horizon 2030). La rentabilité du projet Nigeria- Europe, suppose cinq conditions. Premièrement, la mobilisation du financement, alors que les réserves de change sont à un niveau relativement faible au 01 janvier 2021, pour l'Algérie de 44 milliards de dollars pour 45 millions d'habitants, le Maroc 36 milliards de dollars pour 37 millions d'habitants et le Nigeria 33 milliards de dollars pour 210 millions d'habitants. Le Nigeria et l'Algérie traversent une crise de financement, devant impliquer des groupes financiers internationaux, l'Europe principal client et sans son accord et son apport financier il sera difficile voire impossible de lancer ce projet. Deuxièmement, l'évolution du prix de cession du gaz où la faisabilité est liée à l'étude du marché du prix du gaz, ce qui pourrait, selon Sonatrach, « influencer sur la prise de décision de lancer un tel investissement » d'où la démarche de lancer une étude du marché pour déterminer la demande sur le gaz avant de trancher sur l'opportunité de s'engager dans ce projet. Cette faisabilité implique la détermination du seuil de rentabilité en fonction de la concurrence d'autres producteurs, du coût et de l'évolution du prix du gaz. Troisièmement, la sécurité, le projet traversant plusieurs zones instables et qui mettent en péril sa fiabilité avec les groupes de militants armés du Delta du Niger qui arrivent à déstabiliser la fourniture et l'approvisionnement en gaz. Il faudra négocier pour le droit de passage (paiement de royalties) donc évaluer les risques d'ordre économique, politique, juridique et sécuritaire. Quatrièmement, pour la faisabilité du projet NIGAL la demande future notamment européenne principale client, sera déterminante, la dépendance pouvant atteindre près de 70 % de la consommation totale d'énergie, soit 70 % pour le gaz naturel, 80 % pour le charbon et 90 % pour le pétrole, selon les estimations de la Commission européenne.

Boumerdès

Inspection de divers projets

Ce qui devait arrivé arriva et cela grâce à Yahia Yahiaten, wali de Boumerdès qui a su prendre le taureau par les cornes en programmant une réunion de travail extraordinaire qui a regroupé tous les acteurs représentant les directions de wilaya et en commun accord avec les présents au niveau de la grande salle de réunion de la wilaya de Boumerdès où ont assisté les responsables de l'exécutif de la wilaya de Boumerdès en présence de Yahia Yahiaten, wali de la wilaya de Boumerdès, de Tellache Youcef P/APW, de Ali Bousaidi médiateur de la République, de Bouamer chef de daïra de Bordj-Ménaïel, de Hireche Abdelghani P/APC de Bordj-Ménaïel, du P-dg de Divindus, de la directrice de l'unité Divindus UGZIA antenne de Boumerdès et des plaignants, propriétaires dans la zone d'activité de Bordj-Ménaïel. Un accord à l'amiable a été trouvé où il a été décidé que les zones d'activités de Bordj-Ménaïel seront sous la tutelle de la Collectivité locale de Bordj-Ménaïel. Dans ce cadre, le wali de Boumerdès a tenu une réunion en présence de plusieurs hauts cadres et a été le chef d'orchestre, l'animateur, le responsable qui a eu l'audace et le courage de régler les litiges liés aux zones d'activités de Bordj-Ménaïel qui sont pendantes depuis de longues années et qui ont épuisé les propriétaires occupant ces zones d'activités et dont la majorité sont décédés d'une part et d'autre part, l'entreprise de gestion Divindus qui a en final connu un processus d'autopsie minutieux avant qu'il ne soit présenté pour discussion en termes de procédures judiciaires pour lever tous les obstacles qui empêchaient de parvenir à



un règlement définitif, et une autopsie détaillée du dossier ait été conclue afin d'aboutir à un accord et après une dissection détaillée du dossier, des solutions consensuelles ont été trouvées et qui ont satisfait toutes les parties, que ce soit les propriétaires de cette zone d'activité, que l'entreprise de gestion sous couvert de Divindus et aussi les intérêts de la collectivité locale de l'APC de Bordj-Ménaïel. Par le biais du P/APC, des efforts ont dû être déployés pour résoudre le différend en une étape positive qui a donnée des résultats satisfaisants. M. Yahia Yahiaten, premier magistrat, a également souligné que ces efforts devraient être menés afin de régler ce conflit entre les parties concernées et parvenir à des solutions qui satisferont les parties, une étape sur laquelle ils ont travaillé et c'est un point positif dans le traitement du dossier. Dorénavant, il a été

convenu que la zone d'activité serait une zone mixte à l'avenir qui sera sous la tutelle de l'APC comme il a été décidé lors du Conseil des ministres du dimanche 28 février 2020.

Distribution de 25 camions bennes tasseuses pour les déchets ménagers

Vingt-deux communes ont bénéficié de camions élévateurs d'ordures ménagères et dont l'opération a été supervisée par le wali de Boumerdès accompagné du président de l'Assemblée populaire de la wilaya, du secrétaire général de la wilaya, du président du tribunal, les chefs de daïra et les présidents d'APC où 25 camions ont été livrés. L'acquisition de ce matériel roulant a été financé par la direction de l'administration locale des Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales. Dans ce cadre, le wali a confirmé qu'une autre opération sera financée par le programme

sectoriel où il est question de 14 autres camions de ramassage des ordures ménagères qui seront acquis et distribués pour le reste des communes pour la renforcer.

Conférence à distance du wali avec le ministre de l'Intérieur

Le wali Yahiaten de Boumerdès a également fait une réunion de travail par vidéoconférence avec le ministre de l'Intérieur Beldjoud, une rencontre pour étudier divers dossiers : préparation de la célébration de la fête de l'Indépendance du 5 Juillet 1962-2022 qui se doit être une grande fête pour les Algériens. Ils ont parlé de la distribu-

tion de logements des divers formules, le suivi des préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire, le dossier des vendanges et des enseignements pour l'année 2022-2023, la préparation pour lutter contre les incendies de forêts ainsi que le suivi de la saison estivale 2022 et divers autres sujets.

Ouverture de la saison estivale 2022

Le wali de la wilaya de Boumerdès accompagné du président de l'Assemblée populaire de la wilaya Youcef Tellache en présence des autorités locales et de sécurité, du secrétaire général de la wilaya, de Ali Bousaidi, Médiateur de la Ré-

publique, les députés des deux Chambres Parlement et ainsi que les responsables du secteur ont supervisé les cérémonies d'ouverture officielle de la saison estivale saison 2022. Le premier magistrat de la wilaya a visité les différents pavillons dans divers secteurs, commerce, santé et autres. Le wali accompagné de la délégation a inspecté l'exposition qui comprenait une variété de secteurs et a également écouté les explications des équipes de la Protection civile pour les opérations de décombres ainsi que le bilan des interventions de la dernière saison estivale et la présentation de divers équipements.

Kouider Djouab

Ain Babouche (Oum El-Bouaghi)

Mort par noyade d'un homme dans un bassin en plastique agricole

Dans la journée du mercredi dernier (22/6/2022) à 16h15, un homme répondant aux initiales CH. B. âgé de 43 ans a été découvert mort suite à une noyade à l'intérieur d'un bassin en plastique agricole d'une longueur de 40 mètres, 20 mètres de largeur et 6 mètres de profondeur, situé dans une exploitation agri-

cole dite Djebaili à proximité de la paisible localité de Bir Atrous relevant de la commune d'Ain Babouche. Alertés, les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile d'Ain Babouche appuyés avec leurs collègues de l'unité principale d'Oum El-Bouaghi en compagnie de 2 plongeurs sont intervenus et ont repê-

ché le cadavre, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya d'Oum El-Bouaghi. La dépouille mortelle a été évacuée vers la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf pour subir une autopsie qui dévoilera les causes exactes de ce drame.

A. Remache

Relizane

Inspections vétérinaires et de vente du mouton

On compte 28 points de vente dont deux principaux ont été retenus dans la wilaya de Relizane pour la vente de moutons, en prévision de l'Aïd el-Adha, selon les services de l'inspection vétérinaire relevant des services de la direction agricole de la wilaya de Relizane. En effet, en prévision de la fête l'Aïd el-Adha, 28 points de vente de moutons ont été désignés à travers la wilaya de Relizane par les services de l'inspection vétérinaire, et ce, en collaboration avec les directions de l'agriculture et du commerce. Ces points de vente ont été retenus au terme d'une étude de

toutes les propositions faites par les communes. Il s'agit des localités Mazouna, Warizane, Oued R'Hiou, Ammi Moussa, Souk Had, Zemmoura, Mendès, Djidiouia, Relizane et Yellel. Par ailleurs, un marché de la rahma a été ouvert au niveau de Sidi M'Hamed Benaouda afin de permettre aux citoyens d'acheter un mouton avec un prix abordable en contact direct avec les éleveurs. Cette mesure a été prise pour mettre fin à l'anarchie qui caractérise cette activité à l'approche de la fête musulmane du sacrifice. Il convient de noter que l'inspection vétéri-

naire de Relizane a mis en place un dispositif de contrôle, avec la mobilisation de plusieurs vétérinaires au niveau de ces points de vente pour des contrôles sanitaires du cheptel ovine proposé à la vente. A signaler que cette opération qui intervient en application aux instructions de ministère de l'Agriculture vise à établir directement un lien entre éleveurs et consommateurs pour éviter les pratiques spéculatives que connaissent habituellement les marchés de bestiaux à l'approche de l'Aïd el-Adha.

N. Malik

Bertrand Badie :

Les « alliances de bloc » sont mortes et l'Occident ne le comprend pas

Le professeur et chercheur Bertrand Badie livre pour Orient XXI une réflexion stimulante sur l'évolution des alliances au temps de la mondialisation. Sur les accords dits d'Abraham, les jeux complexes de la Turquie, de la Russie ou des États du Golfe en Syrie ou en Libye, il éclaire ces nouvelles « connivences fluctuantes ». Entretien avec Sophie Pommier.



J'appartiens à une génération pour laquelle l'alliance veut dire des choses très précises que l'on tient imprudemment pour nécessaires et éternelles. Celles et ceux qui ont été socialisés du temps de la bipolarité et de la guerre froide ont en tête un modèle d'alliance simple qui structurerait durablement, de part et d'autre du Rideau de fer, deux coalitions de puissance comparable. L'alliance signifiait alors un engagement à la fois pérenne et organisé. Cette évidence en réalité n'en est pas une si on se réfère à l'histoire longue. Si on regarde en arrière, les choses apparaissent déjà beaucoup plus compliquées. Jusqu'en 1945, les alliances n'avaient rien de durable. Au gré des rapports de forces, au gré des équilibres de puissance, on s'alliait à l'un pour combattre l'autre, jusqu'à ce que, dans l'épisode suivant, la géométrie vienne à se modifier, voire à s'inverser. La parfaite illustration de cette logique nous est fournie par le Pacte germano-soviétique de 1939. Mais on pourrait remonter plus loin dans le temps et constater que des alliances même étranges pouvaient se nouer dès lors que le déséquilibre de puissances était trop fort, l'un des exemples les plus fameux étant l'« alliance impie » entre François Ier et Soliman le Magnifique lorsqu'en face l'Empire était trop fort et avait besoin d'être contrebalancé.

La bipolarité, une parenthèse dans l'histoire des relations internationales

En 1945, les choses ont changé : on est entré dans l'exception avec la bipolarité. Le glissement progressif vers une forme d'alliance pérenne s'est concrétisé avec la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949, qui a suscité ensuite la constitution d'une autre alliance destinée à l'équilibrer, avec l'apparition du Pacte de Varsovie en 1955. Quand celui-ci a été dissous, l'OTAN a eu à délibérer sur sa pérennisation : nous étions au printemps 1991. Le président américain George H. Bush avait alors préconisé le maintien de l'organisation, s'attirant cette remarque de François Mitterrand : « Vous êtes en train de nous servir une nouvelle Sainte-Alliance ». Dans son esprit, cela voulait dire que l'on sortait d'une logique mécanique d'équilibre entre les blocs pour sacrifier une alliance et la rendre durable. De pragmatique et uti-

litaire qu'elle était dans un contexte de Guerre froide, l'alliance n'avait plus dès lors pour justifier son existence que cette onction que lui donnent des valeurs jugées supérieures et que partageraient durablement les pays membres, exactement comme en 1815, face à l'effondrement de l'empire français, s'était constituée exceptionnellement la Sainte-Alliance, à l'instigation du tsar de Russie.

Dans le contexte moderne, cette sacralisation ne va pas de soi. D'abord parce que la référence à des valeurs communément partagées devient de plus en plus difficile, et on le voit bien à travers les différends qui opposent la Pologne ou la Hongrie aux pays de l'Europe occidentale ; et ensuite parce que ce consensus sur les valeurs relève davantage de la façade, de la rhétorique et de l'auto-justification que de la réalité des choses. Il résiste en tout cas à toute analyse sociologique qui dénie toute unanimité, dans chaque pays, sur les valeurs prétendument partagées. D'où ce besoin mécanique et au demeurant dangereux pour l'OTAN d'avoir face à elle un ennemi qu'elle réinvente pour se justifier. Lorsque la Russie de Boris Eltsine ne pouvait pas tenir cette fonction, on a essayé de cibler la Chine. Laquelle s'est refusée à jouer ce jeu. Nous étions alors au tournant des deux siècles : la Chine était surtout intéressée à entrer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qu'elle a rejoint en décembre 2001, à se banaliser comme puissance au sein de la mondialisation. On a dû alors trouver un ennemi étrange, puisqu'il n'était plus un pays, mais une « méthode », à savoir le terrorisme. Tout ceci a abouti à la situation actuelle marquée par un autre virage : l'OTAN se reconstitue face à la menace russe à la faveur de la crise ukrainienne, suivant un semblant de Guerre froide qui précisément n'en est pas une !

Le jeu fluctuant des connivences pragmatiques

En dehors de l'espace atlantique, on perçoit une manière tout à fait autre et inédite de penser les partenariats. Depuis un certain temps, on est passé à une logique de fluidité et de pragmatisme. L'exemple a peut-être été donné pour la première fois par la Russie elle-même. Émancipée de la logique bipolaire, la Russie a essayé de déployer des accords tous azimuts qui lui ont valu successivement des réconciliations

spectaculaires, avec Israël, l'Arabie saoudite, et la Turquie entre autres. La plupart du temps, ces accords n'ont pas valeur de rééquilibrage au sein du système international : ils sont tout simplement une façon de réaliser ponctuellement un certain nombre de « coups » qui assurent une position diplomatique momentanément productive. C'est ainsi que la Russie a pu réaliser plusieurs opérations profitables en partenariat avec la Turquie, avec laquelle elle est pourtant en désaccord sur de nombreux dossiers : Syrie, Libye, Caucase, ou Ukraine.

Mais les deux pays ont tissé des liens de connivence qui n'ont rien à voir avec les alliances d'antan, qui ne sont même pas des alliances au sens formel du terme, qui n'engagent les partenaires pratiquement à rien. Ce sont des connivences ponctuelles qui leur permettent de contrôler un moment l'agenda international, de peser sur la scène diplomatique mondiale, de contraindre les autres et d'obtenir des résultats immédiats.

On trouve des exemples de ce type chez la plupart des pays émergents, la Turquie étant rejointe par l'Inde ou le Pakistan. Officiellement, celui-ci est un allié des Occidentaux et participe encore à des alliances militaires avec des puissances occidentales. Ce qui n'a pas empêché de fortes connivences avec la Chine. Imran Khan² a été le premier à se rendre à Moscou lorsqu'a éclaté la guerre entre l'Ukraine et la Russie, peut-être pour tirer certains marrons du feu. C'est une pratique qui tend à se généraliser et qui crée souvent une situation de faible lisibilité des interactions entre États dans les régions conflictualisées, par exemple au Proche-Orient, en Asie du Sud et de plus en plus en Afrique. Face à cette nouvelle réalité, l'OTAN apparaît comme un modèle vieillot, inadapté, particulièrement lourd et difficile à gérer, qui s'adapte difficilement aux situations nouvelles.

Le conflit ukrainien semble certes déroger parce qu'il s'inscrit apparemment dans la grammaire classique de l'OTAN, ce qui peut donner la fausse impression qu'on voit renaître la Guerre froide en cette occasion. Il est en revanche beaucoup plus difficile pour des alliances durables et structurées de cette nature de se « mondialiser » et de se situer face aux enjeux de la Méditerranée orientale, à ceux d'Asie ou d'Afrique, comme l'a montré le malaise de l'alliance atlantique dans la gestion de la crise d'Afghanistan.. Par ailleurs, on ne s'intéresse pas suffisamment à l'apparition de ce « Bandung II »³ qui apparaît très clairement au fil des résolutions que l'Assemblée générale des Nations unies a eu à adopter sur le conflit ukrainien. On a vu un bloc d'une quarantaine d'États choisir l'abstention. Ce qui signifie qu'ils refusaient de s'aligner sur les belligérants, comme ils l'avaient déjà fait à Bandung. Mais ce qui est nouveau, c'est que ces pays veulent jouer désormais un rôle actif sur la scène diplomatique, refusant de payer la facture d'une guerre à laquelle ils sont étrangers. Et par ailleurs, les États occidentaux, sûrs de leur bon droit, ne se rendent pas compte à quel point leur position est affaiblie aux yeux de la plupart des diplomates du Sud par le soupçon de néo-colonialisme et d'arrogance dont ils ne parviennent pas à s'abstraire et qu'ils font revivre par le truchement de cette vieille « sainte Alliance » : autant de paramètres qui, par rapport au temps de la Guerre froide, réduisent la portée et l'efficacité de celle-ci.

Le maître mot aujourd'hui, c'est le pragmatisme. Par pragmatisme, on renvoie à une notion d'utilitarisme économique qui tombe sous le sens dans un contexte de mondialisation, de renforcement des échanges, et surtout des interdépendances. Mais cela n'épuise pas le sujet. En plus de cet impératif économique très fort, il y a des impératifs sécuritaires extraordinairement complexes. Même si Israël n'est pas un État du Sud, sa connivence avec la Russie, qui se détériore un peu depuis quelques jours, tient au fait qu'elle considère les partenariats conclus avec Moscou comme un moyen précieux de contenir le danger que représentent à ses yeux l'Iran ou le Hezbollah. On peut aussi prendre en compte le Maroc avec le Sahara où, au-delà des préoccupations économiques, les Marocains ont clairement troqué les Palestiniens contre les Sahraouis. Ici, les enjeux ne sont pas tant économiques que territoriaux. Le cas de l'Égypte est intéressant aussi. Les relations que l'on peut qualifier de rééquilibrages et peut-être même plus, entre Le Caire et le Kremlin s'expliquent par la volonté d'Abdel Fattah Al-Sissi d'alimenter son nationalisme et de prendre ses distances avec les États-Unis. Il y a une tentative individualiste, souvent assez égoïste, des États du Sud de maximiser leurs chances de s'émanciper des anciennes tutelles. Les partenariats entre la Russie et des pays comme le Mali ou la République centrafricaine sont tout à fait révélateurs de ce point de vue. C'est une manière de se dispenser de la tutelle française, voire de prendre une revanche. Les anciennes alliances sont ainsi devenues des « connivences », des sursauts individualistes pour maximiser les chances de réussite de chacun et sortir des formes classiques de dépendance que l'on pouvait connaître autrefois.

Sophie Pommier et Bertrand Badie
A Suivre ...

CHANSON KABYLE

AMOUR ABDENNOUR RETROUVE SES FANS À BOUIRA



La star de la chanson kabyle, Amour Abdennour, a réussi un grand retour sur scène en retrouvant ses fans à Bouira, lors d'un spectacle majestueux animé jeudi soir à la maison de la culture Ali Zaâmoum de la ville, a-t-on constaté.

C'est dans une ambiance de fête que le public «bouiri», dont plusieurs familles venues des quatre coins de la wilaya, ainsi que des wilayas voisines, que l'artiste a fait son apparition sur scène sous un tonnerre d'applaudissements. «Je suis très content de vous retrouver, et je vous remercie beaucoup pour l'accueil», a-t-il lancé à l'adresse du public présent.

Après une longue absence de la scène due à des soucis de santé, l'artiste a réussi dès le début à bercer le public avec sa première chanson «El Vavur Wennaâ Thikli», qu'il a merveilleusement reproduit en compagnie de l'orchestre féminin Ahab Chikh Sadek Abdjaoui, en hommage à cet artiste.

Avec sa douce voix, le chanteur Amour Abdennour a admirablement régalié ses nombreux fans venus assister à ce concert organisé dans le cadre d'une tournée, selon les organisateurs. L'artiste a puisé de son riche répertoire plusieurs autres chansons, dont les fameux tubes «Snath Ayessigh», et «Nudagh fellawen» pour subjuguier trois heures durant les familles «bouiries» venues entendre sa belle voix et ses belles mélodies.

Visiblement affaibli par la maladie, qui l'a éloigné de la scène depuis deux décennies, l'artiste n'a ménagé aucun effort pour envoûter son public avide de le revoir et de réécouter ses belles chansons sentimentales notamment celles «Defragh Lvaz swallen» ou encore «Hemlagh maradini Ah Yadini», qu'il a exécutées avec succès.

Avant de clôturer la soirée, l'artiste a vivement salué le public ainsi que les responsables du secteur de la culture, en leur promettant de revenir prochainement à Bouira pour animer un autre spectacle artistique.

R.C.

Festival culturel européen

Samira Brahmia galvanise le public algérois

Le 22^e Festival culturel européen s'est ouvert, jeudi soir à Alger, avec un concert époustouflant de Samira Brahmia qui a galvanisé le nombreux public, avec un cocktail de pièces, anciennes et nouvelles, authentique dans son contenu et ouvert sur les formes modernes de la World Music.

Organisée au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), du 23 juin au 1^{er} juillet sous le slogan, «Musiqu'Elles», la 22^e édition de ce festival a confié son spectacle d'ouverture aux bons soins de Samira Brahmia, chanteuse prodigieuse dotée d'une voix étoffée à la tessiture large, qui a rendu une quinzaine de pièces aux consonances essentiellement méditerranéennes.

Dans des atmosphères de grands soirs, le public a pu ainsi apprécier, deux heures durant, le talent et le savoir faire de la chanteuse, accueillie de manière triomphale par un public déjà surchauffé par la cadence dansante de la pièce «Gouloulou Idji», enchaînée à «A haylali kifach endir», tirée du dernier opus de la chanteuse «Awa».

En parfaite conformité avec la thématique de cette 22^e édition, la rockeuse, toute de noir vêtue, a prévu de s'investir dans des duos, avec quelques artistes femmes invitées, aux talents artistiques avérés.

Conviée à rejoindre la scène pour accompagner la chanteuse dans quelques pièces dont «Ad Ezzi Saa»



du regretté Slimane Azem (1918-1983), Soumiya Ghechami, jeune et talentueuse guitariste, promise à une belle carrière, a étalé sa technique et sa virtuosité dans un solo à la distorsion criarde.

«Fabuleux destin», «Ahmed», et «Wahran Wahran», ont mis en valeur le combat de la femme pour son droit à disposer de sa vie, ainsi que la nostalgie et l'amour de la mère Patrie, pour clore cette partie dans une belle randonnée onirique avec «Koum tara», en version balade de jazz, judicieusement arrangée pour piano et voix. Conçu par Slam Djerbi, le clip de la chanson «Mama», dédié à la chanteuse ethno-jazz Miriam Makeba, surnommée "Mama Africa", ainsi que toutes les mamans africaines, diffusé sur grand écran, verra la grande danseuse sénégalaise, Penda Niang exprimer par le

corps et le geste la fierté du sentiment d'appartenance à l'Afrique, ce «grand continent, berceau de l'humanité».

La voix suave, aux ornements maîtrisant les dissonances du jazz de Hind Boukella est intervenue dans un duo inédit avec l'infatigable maîtresse de cérémonie, Samira Brahmia, toutes deux emportées par la beauté mélodique de «Yahdik Allah».

«Pays de poussière», pièce exprimant la tolérance et la compréhension de l'autre, ouvrira le champ sur deux belles reprises conduites en duo avec la jeune Noria, chanteuse d'expression amazighe à la voix enjouée qui interprétera «Essendou» du regretté Idir (1945-2020) et «Cheikh Aheddad» de Na Cherifa (1926-2014).

Très applaudie et rappelée par l'assistance, Samira Brahmia,

brillamment soutenue par les musiciens de référence, Youcef Boukella à la basse, Hassan Khoualef à la batterie, Meddhy Ziouche aux claviers et Khelif Miziallaoua à la guitare, est revenue vers son public.

Auparavant, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Thomas Eckert a donné lecture à l'allocution d'ouverture du 22^e Festival culturel européen en Algérie, en présence des représentants des différentes missions diplomatiques accréditées à Alger des pays participants. Le 22^e Festival culturel européen se poursuit au TNA, avec la participation de quinze pays européens, dont le Portugal, au programme de vendredi avec le duo «Senza».

R.C.

JM-Oran-2022

Mostaganem, une ville témoin de différentes civilisations

La wilaya de Mostaganem, dominante la Méditerranée, saisira l'opportunité de la 19^{ème} édition des Jeux méditerranéens Oran-2022 pour faire découvrir aux délégations étrangères et aux visiteurs son important potentiel touristique et son patrimoine matériel et immatériel témoignant de son histoire plusieurs fois séculaire.

Cette ville méditerranéenne a traversé différentes époques historiques et connu une prospérité culturelle, économique et commerciale avec l'arrivée des phéniciens qui ont bâti un comptoir sur Oued Chelif, connu sous le nom de port archéologique de Quiza.

La wilaya compte de nombreux vestiges, témoins de la présence de différentes civilisations et cultures. Les Ottomans ont édifié, à côté du jardin El Arsa, sur les hauteurs de la ville, le fort turc pour la protéger des invasions. De cet endroit surplombant la cité, le visiteur peut contempler les quartiers populaires de Tidjiddit, d'El Matmar, la Casbah Tabana et le vieux Derb.

Les nombreuses mosquées, les hammams, les vieilles bâtisses et

les nouvelles constructions, d'autant de la fin du siècle passé, apportent une «touche particulière» à la ville et soulignent son cachet spécifique au point d'être une des villes les plus visitées et appréciées au niveau national.

Les origines de Mostaganem remontent à la période de la préhistoire. Le site d'Oued Riyah, dans l'actuelle daïra de Sidi Ali, en est le témoin, selon un spécialiste de l'histoire locale, Nouredine Ould El Bey. «L'histoire de la ville est intimement liée à la mer. Le comptoir érigé sur les rives d'Oued Chelif, dans la commune de Sidi Belattar, était utilisé pendant les périodes phénicienne et romaine pour le transport des récoltes agricoles vers différentes régions du bassin méditerranéen», a-t-il précisé.

La côte montagneuse de Mostaganem a été une destination pour les migrants venant d'Andalousie. Elle a également abrité un port commercial entre les deux rives de la Méditerranée. Cette côte a été le théâtre de grands événements ayant marqué l'histoire de la région, notamment la bataille de Mazagan, en 1558, au cours

de laquelle l'envahisseur espagnol a été défait et vaincu, comme elle a été la base arrière de la seconde libération d'Oran en 1792.

Les spécialistes estiment que ces événements et les relations économiques et culturelles entretenues entre Mostaganem et ses voisins ont contribué à façonner la culture locale, à affiner les arts qui caractérisent cette région pour en faire un terreau fertile favorisant l'émergence de talents, de l'artisanat, de la musique folklorique ainsi qu'un sens affiné des arts plastiques.

Aujourd'hui, les noms de M'hamed Khedda, Ould Abderrahmane Kaki, Oulhaci, Mohamed Chouikh, Mâazouz Bouadjadj, Djilali Aïn Tadeles, natifs de la ville, figurent parmi les hommes de culture ayant, chacun dans son domaine, marqué le paysage culturel national, sans omettre également le festival national du théâtre amateur, le plus ancien à la double échelle arabe et africaine.

Pour participer à la grande fête méditerranéenne qui se déroulera du 25 juin au 6 juillet prochains dans la ville voisine d'Oran, la Di-

rection de la culture de Mostaganem a élaboré un programme d'activités culturelles destiné aussi bien aux délégations qui séjourneront sur son territoire qu'aux estivants et visiteurs de la région. Le responsable local du secteur, Mohamed Merouani, a fait savoir que la wilaya abritera une nouvelle édition du Festival national de la poésie Melhoun «Sidi Lakhdar Benkhelouf», fin juin en cours, en plus de la première édition des journées des arts de rue, parallèlement à un cycle de formation sur les techniques du cinéma. Le théâtre régional Djilali Benabdelhalim participera, pour sa part, avec trois productions théâtrales.

En plus du programme culturel et artistique, le tourisme sera également présent à travers plusieurs activités, notamment la caravane touristique qui sillonnera les monuments historiques et culturels de la wilaya, en plus d'une caravane de bibliothèques mobiles qui s'installeront dans les espaces touristiques les plus fréquentés pour encourager les jeunes à la lecture, a ajouté Mohamed Merouani.

R.C.

sport

JM-Handball

«C'est important de bien entamer la compétition»

→ Le Directeur technique national de la Fédération algérienne de handball, Ahmed Filali Kord El-Oued, a relevé vendredi l'importance pour les sélections nationales masculine et féminine de «bien entamer» le tournoi des Jeux méditerranéens JM-2022 d'Oran (25 juin-6 juillet).

«C'est important de bien entamer la compétition pour pouvoir démarrer du bon pied, mais on doit se soucier de la forme physique de la sélection messieurs, car la plupart des joueurs viennent juste de terminer la saison avec leurs clubs respectifs, notamment les éléments évoluant à l'étranger. Le sélectionneur (Rabah Gherbi, ndlr) aura du fil à retordre pour les emmener à être prêts pour le jour J», a affirmé à l'APS, le DTN de la FAHB.

Versée dans le groupe B, l'équipe masculine évoluera aux côtés de l'Espagne, de la Turquie, de la Macédoine et de la Grèce.

Les «Verts» entameront le tournoi lundi face aux Turcs à la salle d'Arzew (17h), alors que les dames évolueront dans la poule A avec l'Espagne, la Croatie, et la Tunisie. La compétition féminine débutera jeudi à la salle El-Hachemi Hantz à Aïn Turck avec comme premier adversaire pour les Algériennes l'Espagne (17h). «L'effectif masculin pour ces JM-2022 est de 21 joueurs, le nombre



■ Bien entreprendre les compétitions des Jeux méditerranéens.

(Photo > D. R.)

sera réduit à 18 qui vont prendre part à la CAN-2022 en Egypte. Tout le monde a répondu présent à l'exception de Daoud Hicham, blessé, et qui pourrait être récupéré en prévision de la CAN», a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : «La sélection masculine a rejoint ce vendredi son quartier général à Mostaganem, après avoir effectué un stage en Italie ponctué par deux tests amicaux contre l'équipe italienne. Ces JM-2022 constituent une étape préparatoire pour le Sept national en vue de la CAN-2022 en Egypte (9-19 juillet, qualificative pour les Mondiaux

2023». Appelé à évaluer les chances du Sept national lors de ce rendez-vous méditerranéen, Ahmed Filali Kord El-Oued a estimé que «l'Egypte et la Tunisie, qui vont se présenter avec leur sélection A, seront les favoris pour remporter la médaille d'or. Nous visons une place sur le podium».

De son côté, l'équipe féminine, dirigée sur le banc par Rabah Graïche, aborde la dernière ligne droite, en affrontant vendredi et samedi en amical respectivement la Tunisie et la Macédoine à Aïn El-Turck, dans ce qui sera les derniers tests avant la

compétition officielle. «L'équipe féminine poursuit sa préparation dans les meilleures conditions aux Andalouses à Oran depuis le 21 juin. L'objectif principal de nos filles reste le championnat d'Afrique en novembre prochain au Sénégal, qualificatif aux Mondiaux».

Lors des derniers JM-2018 disputés à Tarragone (Espagne), l'équipe nationale messieurs avait terminé à la 7^e place au classement après sa victoire en match de classement devant la Serbie (30-28), alors que les dames n'avaient pas pris part au tournoi. ■

Monde de natation

Sahnoun et Melih précocement éliminés

→ Les nageurs algériens Oussama Sahnoun et Amel Melih, ont été éliminés vendredi dès la phase de séries des Championnats du monde en grand bassin actuellement en cours à Budapest (Hongrie).

Engagé uniquement sur le 50 mètres/nage-libre, Sahnoun s'est contenté de la 33^e position, sur un total de 90 engagés, avec un chrono de vingt-deux secondes et cinquante-six centièmes. De son côté,

Melih a disputé le 50 mètres papillon, en plus du 50 mètres nage-libre, et à l'instar de son compatriote, elle n'a pas réussi à atteindre les finales.

En effet, sur le 50 mètres/nage-libre, l'Algérienne a terminé 28^e, sur un total de 82 athlètes, avec un chrono de vingt-six secondes et sept centièmes, alors que sur le 50 mètres/papillon, elle a terminé 37^e, sur un total de 60 athlètes, avec un

chrono de 27 secondes et 59 centièmes.

Ces Mondiaux-2022 de natation en grand bassin, qui se déroulent du 18 au 25 juin dans la capitale hongroise, constituent l'ultime étape préparatoire pour Sahnoun et Melih avant les Jeux méditerranéens, devant débiter ce samedi à Oran.

Les deux Algériens ont voulu, en effet, jauger leurs capacités en présence des meilleurs nageurs de la

planète avant de s'engager dans les JM, où ils seront seize au total à défendre les couleurs nationales (10 messieurs et six dames).

Les épreuves de natation aux JM d'Oran sont prévues du 1^{er} au 5 juillet, dans le nouveau complexe aquatique. La Fédération algérienne de la discipline espère voir ses athlètes «se qualifier pour un maximum de finales, et pourquoi pas décrocher une médaille», ou plus. ■

JM

Les infrastructures sportives et hôtelières conformes aux normes de sécurité mondiales

→ Le directeur des statistiques et de la communication de la Direction générale de la Protection civile, le colonel Farouk Achour, a affirmé, mercredi à Oran, que l'ensemble des infrastructures sportives et hôtelières concernées par les JM-2022 sont conformes aux normes de sécurité mondiales. Présentant les capacités des structures devant accueillir les JM, il a déclaré à la presse que «les études et les sorties des services techniques de la Protection civile dans toutes les salles de sport, sites d'entraînement et structures d'accueil désignés pour ces jeux sont conformes aux normes de sécurité internationales».

A ce propos, le colonel Farouk Achour a souligné que les services techniques de la protection civile ont toujours été présents, depuis le début de la mise en œuvre des grands projets dans la wilaya, tels que le complexe olym-

pique, le village méditerranéen et les différentes structures d'accueil et hôtels. Ces services avaient pour mission de contrôler les mesures de sécurité dans ces installations et de s'assurer de la conformité des équipements aux normes, notamment les moyens de lutte contre les incendies, les issues de secours et les escaliers. Il a ajouté que les sites retenus pour le public, qui ont subi des opérations de réhabilitation et de restauration, ont été également visités pour l'inspection de leurs normes de sécurité.

Dans le cadre d'une bonne préparation de ces jeux, la protection civile a mené des exercices simulant tous les scénarios possibles pour tester l'état de préparation face à toute urgence et a mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires à la réussite de cet important événement sportif international. Plus de 2 250

agents, 110 ambulances, 57 motos et 80 camions anti-incendie, en plus de 17 embarcations de sauvetage et deux aéroglisseurs ont été mobilisés, selon une présentation faite par le sous-directeur central des opérations, le colonel Lahiani Saïd.

Les unités de la Protection civile de la wilaya d'Oran continueront à accomplir leurs missions de base habituelles, notamment au vu de la saison estivale et de l'entrée en vigueur du dispositif de lutte contre les feux de forêt, juin en cours, a indiqué le même responsable, tout en notant la participation des services de la protection civile de 26 wilayas, en plus de l'unité principale d'Alger.

La Protection civile sera présente au niveau de chaque installation sportive, à travers deux points de diagnostic et de détection du dopage, en plus de points au niveau des structures d'accueil et

d'un point d'aide au public sur place.

Par ailleurs, cinq centres médicaux avancés ont été mis en place au niveau de toutes les installations. Ils seront renforcés par des ambulances, en plus d'un plan d'évacuation vers les centres de santé qui a été mis à jour, avec l'attribution d'un couloir vert au niveau de ces cliniques pour prendre rapidement en charge les éventuels blessés parmi les délégations sportives.

De plus, un centre a été aménagé pour recevoir, 24 heures sur 24, les communications des installations sportives et des structures d'accueil pour toute urgence médicale, avec deux numéros de téléphone spéciaux et affichées dans les différentes structures accueillant les délégations sportives participant à ces Jeux méditerranéens. ■

EN DEUX MOTS

JM : Belmadi à Oran pour assister à la cérémonie d'ouverture

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi a rallié, ce vendredi, la ville d'Oran pour assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux méditerranéens 2022, qui a eu lieu samedi au nouveau stade olympique de Bir El Djir, a indiqué la Fédération algérienne de football.

Le sélectionneur national a été reçu, à son arrivée à l'aéroport international Ahmed-Ben Bella Es-Senia d'Oran, par Abderrazak Sebgag, ministre de la Jeunesse et des Sports. Les deux hommes se sont longuement entretenus, notamment sur le grand événement qu'abritera notre pays et sur la sélection nationale, qui vient de disputer trois matchs lors de la dernière date FIFA du mois de juin, précise la même source.

Pour rappel, Belmadi fait partie des nombreuses personnalités invitées à la cérémonie d'ouverture qu'on annonce grandiose. Des joueurs de la sélection nationale de football sont également attendus, tels que Youcef Belaili et Houcine Benayada, les enfants d'El-Bahia, ou bien Hichem Bou-daoui et Mohamed El-Amine Amoura.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1^{er}-Mai - Alger.
Tél. : 021 6710.44/6710.46
Fax : 021 6710.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef :
Radia Zerrouki
Directeur financier :
Ouahid Kouba
Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger :
SIMPRAL
Tirage : 2500 exemplaires
16 - Pages
Oran : SIO. Constantine : SIE.
Diffusion centre : SEDICOM.
Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud :
Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :
lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40.
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

JM-Handball

«C'est important de bien entamer la compétition»

le match à suivre

Taoufik Kourichi

«Le nombre de matches amicaux était insuffisant»

football

JM

Belmadi à Oran pour assister à la cérémonie d'ouverture

JM-Oran 2022

La démonstration...

→ 47 ans après les Jeux méditerranéens d'Alger 1975, l'Algérie accueille en grande fanfare la 19^e édition.

Une occasion unique d'accueillir les meilleurs athlètes mondiaux à une grande fête du sport, d'organiser des cérémonies suivies par plus d'un milliard de téléspectateurs, de permettre à toute une nation de faire connaître la ville hôte, à travers des programmes y compris culturels. Ensemble, ces éléments forment le produit Jeux méditerranéens. Il est clair que le produit et le succès des Jeux se sont reposés sur l'exécution des facteurs clés notamment en matière de gestion de la qualité des stratégies liées à l'organisation de ces Jeux méditerranéens. Un rendez-vous où toutes les ambitions seront de mise. Il s'agit de valoriser le pays, et assurer une meilleure visibilité notamment du volet touristique et qui donneront envie aux étrangers de visiter et de connaître l'Algérie. «C'est important de mettre en avant les valeurs du Sport comme le respect, la tolérance et le dépassement de soi». Non seulement mais également à travers ces jeux, qui se tiennent à Oran, en Algérie, de veiller sur le respect de cet esprit qui exige la compréhension mutuelle, l'esprit d'amitié, la solidarité et le fair-play, d'une part et d'autre part de démontrer les capacités du pays à renforcer des liens d'amitié et de solidarité, malgré les différences de culture, de religion et de langues, Oran 2022 veut laisser une empreinte, un héritage. Tant au niveau des infrastructures qui permettront de renforcer les plans d'urbanisme et d'attirer des investissements dédiés aux infrastructures en vue d'une utilisation à long terme, de l'économie du sport, du social et de l'environnement.

Football : coup d'envoi, l'optimisme des Verts

«Ce ne sera pas facile pour les nôtres. Le groupe dans lequel sont coincés nos jeunes Verts n'est pas facile» Pourquoi ? «On ne prépare pas de pareilles compétitions de haute facture avec seulement trois matches amicaux. Ce sont des erreurs tactiques qui



■ Les Verts dans un groupe difficile.

(Photo : D. R.)

ne peuvent malheureusement donner des résultats satisfaisants, nous comprendrons que ce ne fut pas facile pour nos jeunes d'aller affronter ceux qui ont travaillé durant plusieurs mois pour gagner des points et rentrer avec des médailles. Nous revoilà dans les erreurs du passé que nous ne cessons de dénoncer, en l'occurrence la préparation des compétitions internationales à ne surtout pas négliger, ce n'est pas en une courte période pour que l'on puisse préparer une équipe pour être en mesure de remporter des victoires. C'est dommage, nous patageons dans de pareils scénarios qui font du mal à notre football, contrairement, et heureusement d'ailleurs à nos équipes nationales...»

Les U18 face à des adversaires colossaux

Demain, ils affronteront des équipes venues en Algérie avec l'intention de débloquent toutes pistes gagnantes aux Algériens, réaliser des scores et repartent avec la satisfaction d'avoir gagné des médailles. «Les nôtres, sur nos propres terrains, devront faire échouer les stratégies adverses et s'imposer comme en 1975. «Nous leur

souhaitons de produire un jeu qui nous laissera nager dans l'optimisme... et en cas d'échec ce sera l'entraîneur qui encaissera le plus de critiques...»

Pour le Directeur technique national par intérim de la Fédération algérienne de football Taoufik Kourichi : «La sélection des moins de 18 ans n'avait pas bénéficié d'un nombre suffisant de matches amicaux pour bien préparer les Jeux méditerranéens». Il apportera par la suite cette précision qui fait réagir de nombreux internationaux que nous avons joint par téléphone, tout comme l'international Mustapha Kouici. Ils estiment que «ce n'est certainement pas avec des regroupements de quelques jours plutôt de 'repos' que l'on peut aller chasser le gros gibier», nous dira un international. «La FAF n'y est pour rien, car nous avons contacté plusieurs sélections dont le Sénégal et le Portugal, mais toutes ont décliné la proposition», a indiqué à l'APS Kourichi.

Quels sont les adversaires des versés dans le groupe A'

Les Algériens évolueront aux côtés de l'Espagne, France et Maroc. Après sa première sortie face à l'Espagne jouée hier

au stade Sig, sur laquelle nous reviendrons demain. Les joueurs du sélectionneur, Mourad Slatni, entameront leur seconde sortie face au Maroc, le mardi 28 juin à Sig (17h), puis la France le jeudi 30 juin au stade Ahmed-Zabana (20h).

«Faut y croire en ces jeunes»

«La tâche sera difficile face à des équipes réputées pour leur formation au niveau des jeunes. Notre sélection se trouve dans les meilleures conditions à Mostaganem, les joueurs sont sereins et décontractés, et décidés à donner le meilleur d'eux-mêmes pour représenter dignement l'Algérie», a-t-il ajouté.

Enfin, Korichi croit en les jeunes Algériens qu'ils «évolueront sans complexe, ils seront certainement boostés par le public, dont le soutien sera déterminant».

H. Hichem

■ Télévision algérienne : Jeux méditerranéens à 18h

■ Eurosport 2 : Course Elite messieurs à 19h

La Der

Taoufik Kourichi : «Le nombre de matches amicaux était insuffisant»

Le directeur technique national par intérim de la Fédération algérienne de football, Taoufik Kourichi, a reconnu vendredi que la sélection des moins de 18 ans n'avait pas bénéficié d'un nombre suffisant de matches amicaux pour bien préparer les Jeux méditerranéens JM-2022 d'Oran (25 juin - 6 juillet). «L'équipe nationale des U18 n'a disputé que trois matches amicaux internationaux dont deux face à la France, ce qui reste insuffisant pour bien préparer le tournoi des JM-2022. La FAF n'y est pour rien, car nous avons contacté plusieurs sélections dont le Sénégal et le Portugal, mais toutes ont décliné la proposition», a indiqué à l'APS Kourichi. Versés dans le groupe A, les Algériens évolueront aux

côtés de l'Espagne, de la France et du Maroc. Les joueurs du sélectionneur Mourad Slatni, entameront le tournoi dimanche face aux Espagnols au stade de Sig (17h), avant d'enchaîner face au Maroc le mardi 28 juin à Sig (17h), puis la France le jeudi 30 juin au stade Ahmed-Zabana (20h). «La tâche sera difficile face à des équipes réputées pour leur formation au niveau des jeunes. Notre sélection se trouve dans les meilleures conditions à Mostaganem, les joueurs sont sereins et décontractés, et décidés à donner le meilleur d'eux-mêmes pour représenter dignement l'Algérie», a-t-il ajouté.

«C'est important de bien entamer la compétition, face à une équipe espagnole qui n'est plus à présenter. Je suis

sûr que nos joueurs évolueront sans complexe, ils seront certainement boostés par le public, dont le soutien sera déterminant», a-t-il conclu. Le sélectionneur national Mourad Slatni a retenu 20 joueurs, la liste sera réduite à 18 éléments, appelés à prendre part au tournoi méditerranéen. Le groupe B est composé quant à lui de l'Italie, de la Grèce, de la Turquie et du Portugal. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les demi-finales. Lors des précédents JM-2018 disputés à Tarragone, l'Algérie avait mal entamé le tournoi en s'inclinant face à l'Espagne (4-1), avant de boucler le tournoi à la 6^e place, à la suite de sa défaite en match de classement devant la France (0-1).